

LE CONTEXTE GÉOGRAPHIQUE ET ÉCONOMIQUE

CONTEXTE NATIONAL

Au recensement de 1999, la France compte 60,2 millions d'habitants répartis entre la métropole (58,5 millions d'habitants) et les départements d'outre-mer (1,7 million d'habitants). Ainsi, l'ensemble de la France figure, selon l'INSEE, au deuxième rang des pays de l'Union européenne après l'Allemagne (82,2 millions d'habitants) et devant le Royaume-Uni (59,6) et l'Italie (57,7). Entre les recensements de 1990 et 1999, la population métropolitaine a augmenté de 1,9 millions d'habitants. Cette progression de 0,37 % en moyenne chaque année a été assurée à 98 % par l'excédent des naissances sur les décès, le reste étant dû à l'excédent migratoire.

L'allongement de la durée de la vie et la persistance d'un faible taux de natalité sont à l'origine d'un vieillissement progressif de la population. En métropole, la proportion des personnes de 60 ans ou plus est passée de 18,1 % en 1962 à 21,3 % en 1999. A l'inverse, la proportion des moins de 20 ans dans la population ne cesse de diminuer : elle est passée de 32,2 % en 1962 à 24,6 % en 1999. Quant aux personnes de 20 à 59 ans, elles constituent une classe d'âge qui a connu une très forte augmentation au cours des dernières décennies, en raison de l'arrivée à cet âge des générations nombreuses du baby-boom. En 1962, elles ne représentaient que 49,7 % de la population de métropole contre 54,1 % en 1999. Au recensement de 1999, environ 3,2 millions de personnes de nationalité étrangère vivent en France métropolitaine, soit 5,6 % de la population. Parmi eux, 37 % sont originaires d'un pays de l'Union européenne. Le nombre d'étrangers résidant en France demeure relativement stable (3,6 millions en 1990), le renouvellement s'effectuant par le jeu des arrivées, des départs, des naissances, des décès et des naturalisations. Les comparaisons internationales sont difficiles à établir dans ce domaine. Eurostat a cependant estimé qu'en 1997 les étrangers représentent en moyenne 5 % de la population résidant dans les pays de l'Union européenne. La composition de la population étrangère est très variable d'un pays européen à l'autre, et dépend de circonstances historiques propres à chacun d'entre eux.

Avec 107 habitants par km², la France métropolitaine a une densité de population proche de la moyenne des pays de l'Union européenne (116 habitants/km²). Les Pays-Bas (387 habitants/km²), la Belgique (335), le Royaume-Uni (243), l'Allemagne (230) et l'Italie (192) ont cependant des densités nettement plus élevées.

De forts contrastes existent entre les régions, en effet, à l'exception de l'Île-de-France (912 habitants/km²), seuls le Nord-Pas-de-Calais et l'Alsace présentent une densité globalement supérieure à 200 habitants par km². A l'inverse, hormis la Corse, ce sont les régions situées sur une bande traversant le pays du Nord-est (Champagne-Ardenne) au Sud-ouest (Midi-Pyrénées) qui comprennent la plupart des départements ayant les plus faibles densités (moins de 60 habitants/km²). Parmi les départements d'outre mer, la Guyane se distingue par une vaste superficie, près de deux fois supérieure à la plus grande région métropolitaine (Midi-Pyrénées), et une très faible densité de population, (moins de 2 habitants par km²). La Martinique, la Guadeloupe et la Réunion figurent, au contraire, parmi les régions françaises les plus densément peuplées (plus de 200 habitants/km²).

En 1999, plus de trois habitants de métropole sur quatre vivent dans l'espace à dominante urbaine (60 % dans un pôle urbain et 17 % dans une commune périurbaine). Depuis 1962, la proportion de Français vivant dans l'espace à dominante rurale a diminué, passant de 29 % à 23 %. A l'heure actuelle, ce sont les zones situées en proximité des villes qui se développent le plus. Entre 1990 et 1999, leur taux de croissance annuel moyen s'est élevé à 0,98 % contre 0,27 % pour les pôles urbains. Au cours de la même période, la population des communes appartenant à l'espace à dominante rurale a progressé de 0,20 % par an. Cet espace n'est plus seulement agricole, il a acquis de nouvelles fonctions en servant de lieu de résidence à de nombreux travailleurs de la ville. La loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire (loi n° 99-533 du 25 juin 1999) a fixé 4 orientations principales en matière d'aménagement : le renforcement de pôles de développement (à vocation européenne et internationale) pouvant constituer des alternatives à la région parisienne, le développement local fondé sur la complémentarité des territoires ruraux et urbains et la participation des acteurs locaux, l'organisation des agglomérations et le soutien aux territoires en difficulté. La loi prévoit également l'organisation d'un maillage fin du territoire reposant sur des bassins d'activités et de services : les pays.

Source : Fnors – Base Score Santé

FAITS MARQUANTS DANS LA RÉGION

- Près de 50 % de la population vit dans une commune à dominante rurale.
- Une population régionale en baisse surtout dans les espaces ruraux.
- Un Produit Intérieur Brut qui place la région au 19^{ème} rang des 22 régions de France métropolitaine.
- Un taux de chômage inférieur à la moyenne nationale depuis 1990.

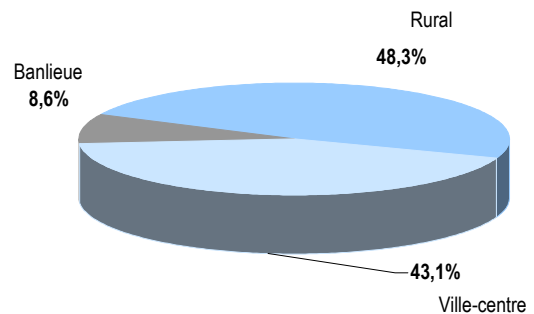
◆ Près de la moitié de la population vit dans un espace à dominante rurale

En Limousin, en 1999, près de la moitié de la population réside dans une commune dite rurale (48,3 %). Cette proportion est nettement plus élevée que la moyenne de France métropolitaine (24,5 %).

Les villes centres ou villes isolées qui regroupent 43,1 % de la population sont au nombre de 24. Les banlieues des agglomérations multicommunales ne représentent que 8,6 % de la population régionale.

Définitions : Une commune est dite urbaine lorsqu'elle appartient à une unité urbaine. Pour chaque agglomération multicommunale, l'INSEE a défini un centre. Il s'agit d'un ensemble composé d'une ou plusieurs communes entières déterminées comme suit : si une commune représente plus de 50 % de la population de l'unité urbaine, elle est seule ville-centre ; dans le cas contraire, toutes les communes qui ont une population supérieure à la moitié de la population de la commune la plus importante, ainsi que cette dernière, sont villes-centres. Les communes urbaines qui ne sont pas villes-centres constituent la banlieue. Les autres communes sont dites rurales.

Répartition de la population selon le type de commune en 1999



Source : INSEE RP99

Exploitation ORS

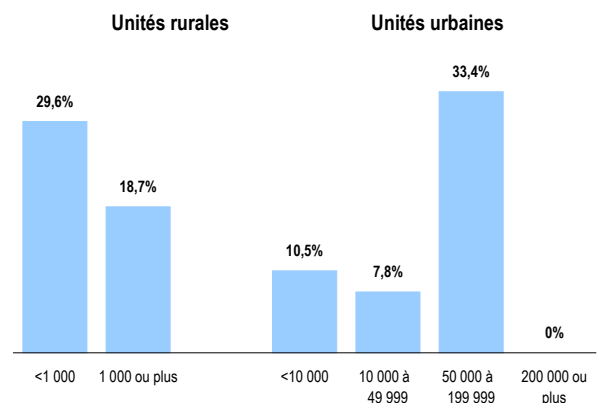
◆ Deux pôles urbains regroupent un tiers de la population de la population

En 1999, le Limousin ne dispose d'aucune unité urbaine de plus de 200 000 habitants. La part la plus importante de la population (33,4 %) vit dans 2 unités urbaines de 50 000 à 200 000 habitants regroupant 12 communes : Limoges avec 173 243 habitants et Brive avec 64 113 habitants. La population de l'agglomération de Limoges représente à elle seule près du quart de celle de la région (24,4 %).

Six communes composent les 4 unités urbaines de 10 000 à 50 000 habitants : Guéret en Creuse, Saint-Junien en Haute-Vienne, Tulle et Ussel en Corrèze. Une 7^{ème} commune appartient à l'unité urbaine de Terrasson-la-Villedieu située en grande partie en Dordogne. Le tissu urbain reste donc peu développé en Limousin.

Les 707 communes rurales du Limousin représentent 94,6 % du nombre total des communes de la région et 48,3 % de la population y vit. 15,3 % de la population du Limousin vit dans des communes de moins de 500 habitants, soit 108 843 personnes.

Répartition de la population selon la taille de la commune ou de l'unité urbaine en 1999



Source : INSEE RP99

Exploitation ORS

◆ Un dépeuplement global de la région

Le taux de variation annuel entre 1990 et 1999 est négatif pour l'ensemble de la région (-0,18 %). La population des unités urbaines de Limoges et de Brive ont, elles, progressé au cours de la période inter-censitaire. Dans leur ensemble, les communes rurales ont vu diminuer leur population entre 1990 et 1999, en particulier les moins peuplées.

Répartition de la population en 1999 selon la taille de la commune et évolution 1990-99

	Communes		Population		Evol. 90-99*
	Taille (nb hbts)	nb	nb (1999)	%	
Commune rurale	< 500	473	108 843	15,3	-0,56
	500-999	146	101 500	14,3	-0,33
	1 000-1999	75	102 444	14,4	-0,09
	2 000 et +	13	30 542	4,3	-0,04
Unité urbaine	< 5 000 hbts	16	50 854	7,2	-0,39
	5 000-9 999	5	23 732	3,3	-0,41
	10 000-49 999	7	55 521	7,8	-0,57
	50 000-199 999	12	237 356	33,4	0,17
	200 000 et +	--	-----	---	---
Total		747	710 792	100,0	-0,18

Source : INSEE RP99

Exploitation ORS

* Taux de variation annuel 1990-1999 (en %)

◆ Un dépeuplement surtout rural

Entre 1990 et 1999, le Limousin a vu sa population diminuer. Cette décroissance est surtout due à un solde naturel largement déficitaire.

Les communes rurales sont les plus touchées par cette baisse de population : malgré un solde migratoire positif, le solde naturel très déficitaire fait baisser la population de près de 10 000 habitants.

Les villes-centres voient également leur population diminuer mais moins nettement et cela au profit des couronnes péri-urbaines. En effet, ce sont les communes proches des villes qui possèdent sur cette période un accroissement annuel positif.

◆ Un PIB régional qui place le Limousin au 19ème rang des régions françaises

Le Produit Intérieur Brut régional s'établissait en 1999 à 18 217 euros par habitant, en hausse de 2,8 % par rapport à l'année précédente.

Ce PIB place le Limousin au 19^{ème} rang des 22 régions françaises (France métropolitaine) en 1999.

Entre 1990 et 1999, le PIB régional a augmenté de 3,8 % en moyenne chaque année alors que la croissance du PIB de la France métropolitaine a augmenté de 3,5 % chaque année en moyenne.

◆ Une forte présence du secteur tertiaire

La répartition de la valeur ajoutée brute par secteur d'activité marque une place prépondérante des services administrés et marchands dans la région : 70,9 % de la valeur ajoutée brute était réalisée dans ce secteur en l'an 2000 (72,5 % en France métropolitaine). La part générée par l'agriculture est supérieure à la moyenne nationale avec 4,3 % contre 2,8 % en France métropolitaine.

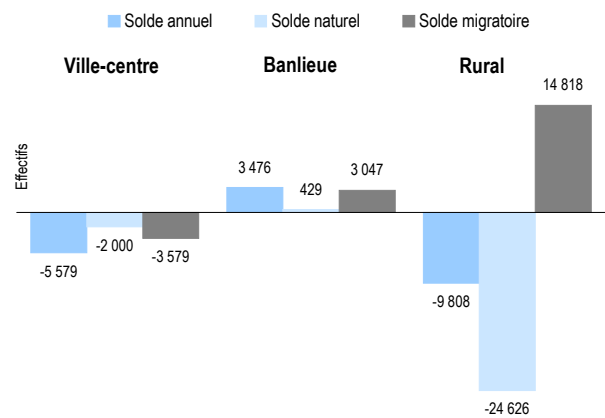
En ce qui concerne les emplois en Limousin, le secteur tertiaire est là encore largement majoritaire avec 68,1 % des emplois salariés ou non. Viennent ensuite le secteur industriel qui regroupe 18,2 % des emplois, puis l'agriculture avec 7,4 % et enfin la construction avec 6,3 % des emplois.

Emploi par secteur d'activité en Limousin au 1er janvier 2001

	Salariés	Non salariés	Total
Agriculture	4 207	16 754	20 961
Industrie	48 905	2 373	51 278
Construction	14 559	3 331	17 890
Tertiaire	176 974	15 368	192 342
Total	244 645	37 826	282 471

Source : INSEE estimations – Données provisoires

Variation de la population selon le type de commune de 1990 à 1999 en Limousin

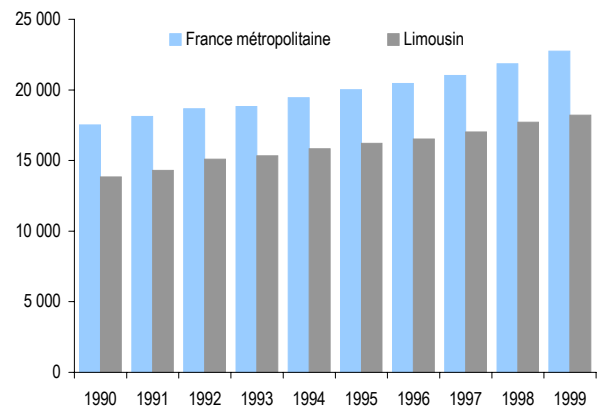


Source : INSEE RP99

Exploitation ORS

Définitions : Le solde naturel est la différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès. Le solde migratoire est la différence entre l'effectif des immigrants et l'effectif des émigrants. Le solde annuel est l'addition du solde naturel et du solde migratoire.

Evolution du PIB par habitant en Limousin et en France, en euros, de 1990 à 1999



Source : Insee

Exploitation ORS

Valeur ajoutée brute par secteur d'activité en 2000 (% par branche d'activité)

Secteur d'activité	Limousin	France métrop.
Agriculture	4,3 %	2,8 %
Industrie	19,2 %	20,2 %
Construction	5,6 %	4,5 %
Tertiaire – Marchands	44,7 %	52,7 %
Services administrés	26,2 %	19,8 %
Effectif total*	12 394	1 281 412

Source : INSEE – comptes régionaux

Exploitation ORS

* En million d'euros courants

◆ Un taux de chômage inférieur à la moyenne nationale depuis 1990

L'évolution du taux de chômage en Limousin suit sensiblement celle de la France tout en restant inférieure. Depuis 1997, on observe une baisse régulière du taux de chômage qui atteint 8,3 % de la population active en 1999.

Le taux de création d'entreprises est inférieur en Limousin par rapport au taux national. En effet, on dénombre, en 1998, 2 848 créations d'entreprises dans la région soit un taux de 9,4 pour 100 entreprises (10,7 pour 100 entreprises en France).

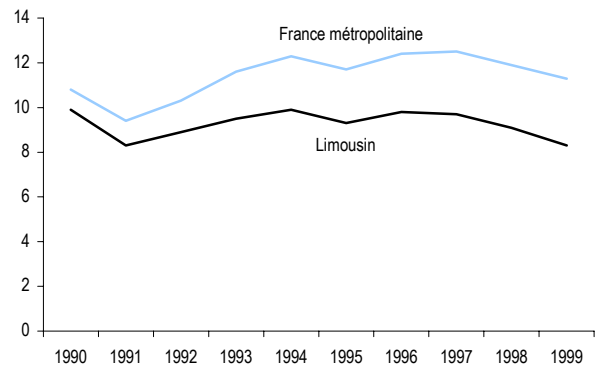
Créations et reprises d'entreprises en 2000

	Créations		Part des reprises pour 100 créations
	Nombre	Taux*	
Limousin	2 848	9,4	30,1 %
France	317 993	10,7	26,3 %

Source : INSEE

* pour 100 entreprises

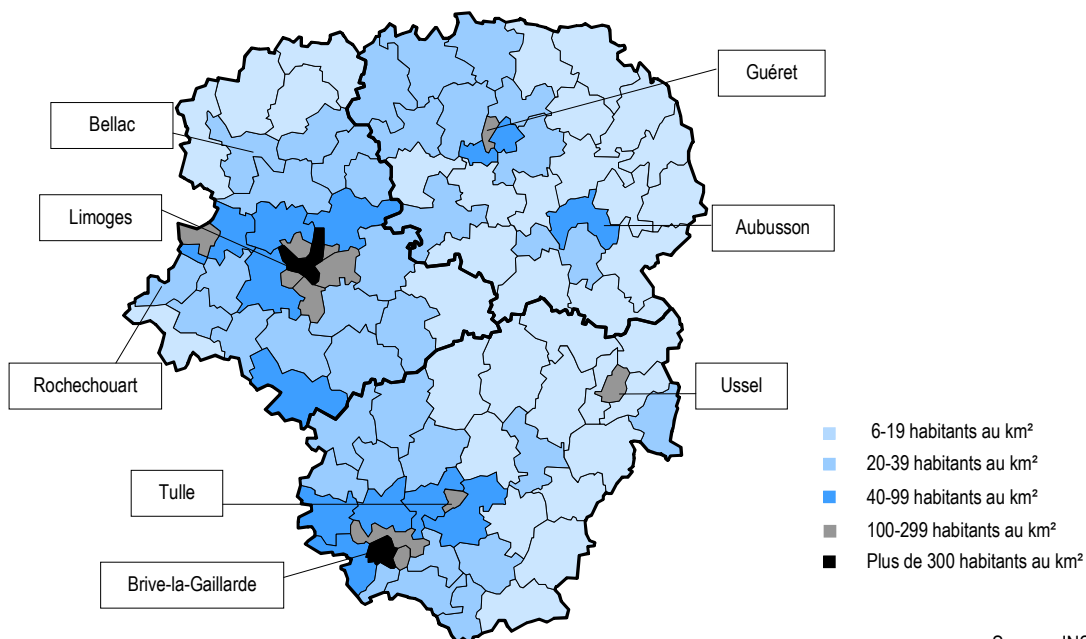
Evolution (en %) des taux de chômage annuels en Limousin et en France de 1990 à 1999



Source : INSEE définition du BIT (Bureau International du Travail)

Exploitation ORS

Densité de population en Limousin, par canton en 1999



Source : INSEE RP 99

Exploitation ORS

En 1999, le Limousin comptait 710 792 habitants, soit une densité moyenne de 42 habitants au km². Cette densité cache des disparités importantes sur le territoire régional.

En effet, le département de la Haute-Vienne regroupe à lui seul près de la moitié de la population régionale, soit 353 826 habitants (49,8 % en 1999), avec une densité moyenne de 64 habitants/km². La Haute-Vienne est le seul des trois départements limousins à n'avoir pas vu diminuer sa population entre 1990 et 1999. La Corrèze compte 232 484 habitants et une densité moyenne de 40 habitants/km². Enfin, la Creuse compte 124 482 habitants et une densité moyenne de 22 habitants/km².

Les disparités se situent aussi à l'intérieur des départements puisque la ville de Limoges représente 38 % de l'ensemble de la Haute-Vienne.

Globalement, les zones de faible densité gagnent du terrain en Limousin. La situation a beaucoup changé au cours du 20^{ème} siècle et, en 1999, un tiers du territoire compte moins de 20 habitants/km². Seules les zones déjà les plus denses ont vu leur population s'accroître, c'est-à-dire, les environs de Limoges et de Saint-Junien en Haute-Vienne et les environs de Brive-la-Gaillarde et de Tulle en Corrèze (7 % du territoire et environ 30 %).